



Sanctions contre Israël : comment l'Espagne s'est distinguée dès les premières heures du génocide

Description

Par Meriem Laribi, pour l'Agence Média Palestine, le 12 mars 2026

Les « Viva España » fleurissent sur les réseaux sociaux. Beaucoup d'internautes anti-guerre expriment leur désir de demander refuge en Espagne. Après deux ans et demi de tentatives (au milieu du quasi désert) pour freiner Israël dans sa folie meurtrière, le gouvernement espagnol a annoncé le 11 mars 2026 mettre officiellement fin aux fonctions de son ambassadrice à Tel Aviv. Celle-ci avait déjà été rappelée à Madrid depuis septembre 2025.



Le gouvernement espagnol de gauche est l'une des voix européennes les plus critiques de l'action criminelle israélienne en Palestine et ailleurs. Et les plus actives. Le Premier ministre Pedro Sánchez a été le seul dirigeant européen à lever la voix contre la guerre d'agression américano-israéliennes en Iran et au Liban et à agir en conséquence en refusant que les bases militaires espagnoles soient utilisées pour des opérations contre l'Iran, déclenchant la colère de Donald Trump.

En Europe, l'Espagne se distingue depuis le début du génocide à Gaza. Dès qu'Israël se met à bombarder frénétiquement l'enclave assiégée le 7 octobre 2023, le gouvernement espagnol, dirigé par Pedro Sanchez, lui-même appuyé par des femmes politiques de premier plan comme la ministre et secrétaire générale de Podemos Ione Bellara ou l'eurodéputée Irene Montero, annonce immédiatement des mesures pour protester contre le carnage : plus aucune nouvelle licence d'exportation d'armes vers Israël ne sera autorisée par Madrid.

Une semaine après le 7 octobre, Ione Bellara, alors ministre de Droits sociaux, demande que son gouvernement « poursuive Benjamin Netanyahu devant la Cour pénale internationale pour crimes de guerre » face à la « tentative de génocide menée par l'État d'Israël à Gaza ». Le terme génocide est posé. Le même jour, l'ambassade d'Israël exige de Pedro Sánchez qu'il « dénonce et condamne sans équivoque ces déclarations honteuses », ajoutant qu'elles sont « non seulement absolument immorales », mais qu'elles mettent, selon elle, également « en danger les communautés juives en Espagne, en les exposant au risque d'un plus grand nombre d'incidents et d'attaques antisémites ».

En France, une telle déclaration de l'ambassade aurait immédiatement semé la panique, provoqué la démission du /de la ministre, le tout accompagné de tirs à boulets rouges son encounter de la part des médias mainstream. Il est par ailleurs improbable qu'un ministre avec de telles idées puisse figurer dans un gouvernement sous Emmanuel Macron. Mais on est en Espagne. Quelques minutes après la publication des exigences israéliennes, le gouvernement espagnol répond qu'il rejette « catégoriquement les contre-vérités du communiqué de l'ambassade d'Israël concernant certains de ses membres et n'accepte pas les insinuations infondées à leur sujet ». « Dans une démocratie comme en Espagne [à?] tout dirigeant politique peut exprimer librement ses positions en tant que représentant d'un parti politique », a poursuivi l'exécuteur espagnol. Ione Belarra ainsi que d'autres hauts représentants espagnols comme l'eurodéputée Irene Montero ne cesseront de dénoncer le génocide des Palestiniens, d'appeler à des sanctions économiques exemplaires contre Israël.

En novembre 2023, Israël convoquait les ambassadeurs de Belgique et d'Espagne pour une « réprimande sévère » car les Premiers ministres des deux pays avaient dénoncé, depuis l'Égypte, la « destruction de Gaza » et appelé Israël à « reconnaître l'état de Palestine ». Rien n'y a fait. Israël ne parvient pas à intimider Madrid.

En janvier 2024, alors que la majorité des pays occidentaux croient aux mensonges israéliens concernant l'UNRWA et annoncent couper leur contribution à cette agence des Nations Unies, vitale pour les Palestiniens, l'Espagne annonce pour sa part maintenir ses contributions, rejoignant, en Europe, la Norvège et l'Irlande, dans l'axe du droit international. La Belgique leur emboîtera le pas quelques jours plus tard.

L'Espagne a bien sûr activement soutenu l'avis de la Cour internationale de Justice (CIJ) de janvier 2024 prévenant contre un risque sérieux de génocide à Gaza et ordonnant une série de mesures conservatoires (urgentes) pour préserver la vie de la population palestinienne. En juin de la même année, l'Espagne a soumis sa déclaration d'intervention à la CIJ dans l'affaire Afrique du Sud v. Israël, sous l'article 63 du Statut de la Cour, exerçant son droit d'intervention en tant qu'état partie à la Convention sur le génocide.

En mai 2024, l'Espagne, avec l'Irlande et la Norvège reconnaissent l'état de Palestine le même jour tandis qu'à ce moment-là Emmanuel Macron se disait « favorable » à la reconnaissance d'un état palestinien, « mais pas sous le coup de l'émotion ». Au même moment, la deuxième vice-présidente du gouvernement, Yolanda Díaz, reprenait son compte le slogan « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ». Pour punir Madrid,

Israël décide non seulement de rappeler son ambassadeur à Madrid mais aussi de couper les relations entre l'Espagne et les Palestiniens. « J'ai décidé de rompre le lien entre la représentation espagnole en Israël et les Palestiniens, et d'interdire au consulat espagnol à Jérusalem de fournir des services aux Palestiniens de Cisjordanie », annonce le ministre israélien des Affaires étrangères. Punir collectivement les Palestiniens, une tradition israélienne!

Associer la parole aux actes

En guise d'application des mesures urgentes pour tenter d'empêcher le génocide, l'Espagne a décrété en septembre 2025 un embargo interdisant l'exportation et l'importation sur les armes et le matériel de défense, ainsi que des interdictions portant sur les biens à double usage. Quelques exceptions dans le domaine aéronautique seront cependant tolérées dans l'intérêt national espagnol, comme le relate [cet article](#). En septembre 2025, Madrid a annoncé une série de mesures : interdiction aux navires transportant du matériel militaire israélien d'accéder aux ports espagnols, fermeture de l'espace aérien espagnol aux avions transportant des armes vers Israël, restrictions sur les entrées en Espagne pour certaines personnes impliquées dans le génocide à Gaza, interdiction d'importation de produits provenant des colonies israéliennes en Cisjordanie, Jérusalem-Est et plateau du Golan, et obligation pour les plateformes touristiques de retirer les annonces d'hébergements situés dans les colonies israéliennes. Madrid n'a pas hésité à annuler un contrat d'une valeur de près de 700 millions d'euros pour des lance-roquettes conçus en Israël et a bloqué 200 tentatives d'achat de contenus liés à Israël, rapporte le même article du Times of Israël.

La même période, alors qu'Israël voyait rouge contre l'Espagne, le Premier ministre Pedro Sanchez a exprimé son admiration pour les manifestants pro-palestiniens qui ont perturbé la Vuelta de cyclisme en Espagne à laquelle participait une équipe israélienne. Les manifestations pro-palestiniennes avaient grandement impacté la compétition, interrompant plusieurs étapes et envahissant la zone finale entraînant l'annulation du dernier jour de course. On ne saurait imaginer ce qu'il serait advenu si de telles manifestations avaient tenté de se tenir durant le Tour de France.

Toujours en septembre 2025, le ministre de la culture espagnol a estimé qu'il fallait faire en sorte qu'Israël ne participe pas à la prochaine édition de l'Eurovision. Lorsque sous la pression des pays soutenant Israël, tels que la France, Israël a finalement été maintenu dans le concours, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Irlande, la Slovaquie et l'Islande ont annoncé leur boycott de l'édition 2026.

Devant les dernières décisions du gouvernement espagnol, des députés français de gauche et même l'ancien Premier ministre de droite Dominique de Villepin s'accordent pour dire que c'est l'Espagne qui sauve l'honneur de l'Europe tandis que la France passe à côté de l'Histoire.

*Des extraits de ces articles sont issus du livre de Meriem Laribi, *Ci-gât l'humanité* ([Conditions Critiques](#) 2025) qui retrace la première année du génocide à Gaza.

Tags

1. ambassade
2. diplomatie
3. Espagne
4. Gaza
5. génocide
6. iran
7. Israël
8. palestine
9. pedro sanchez

- 10. rÃ©sistance
- 11. sanctions

date crÃ©e
2026/03/12